



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement Occitanie
89 rue Wéber CS 52002
30907 NÎMES CEDEX 02

Nîmes, le 01/07/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES VAUCLUSIENNES (SCV)

lieu-dit "La Montagne"
30150 Sauveterre

Références :

Code AIOT : 0006600767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES VAUCLUSIENNES (SCV) implanté lieu-dit "La Montagne" 30150 Sauveterre.

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES VAUCLUSIENNES (SCV)
- lieu-dit "La Montagne" 30150 Sauveterre
- Code AIOT : 0006600767 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 8 janvier 2019 pour une durée de 30 ans. Elle exploite des matériaux calcaires à ciel ouvert destinés au marché du BTP.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prescription de l'arrêté préfectoral n° 19-001N du 8 janvier 2019

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Malgré les différentes fiches de constats, le chef de carrière connaît bien son installation et la carrière apparaît correctement gérée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 1.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
3	Repère de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 09/01/2019, article 2.1.2.3	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	6 Mois
5	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 1.6.3	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
9	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 3.1.4	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours
11	Gestion des eaux ruissellement / Valeurs limites d'émission des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.5 & 4.1.6	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
12	MESURES DE PREVENTION DES POLLUTIONS	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.2	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Règles de circulation	Arrêté Préfectoral du 09/01/2019, article 2.1.1.7	
4	Mesures de réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 09/01/2019, article 9.2.3	
6	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 1.3.1	


8	Fuite accidentelle de liquides sur engins	Arrêté Préfectoral du 08/01/2029, article 7.3.3	
10	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 2.1.2.2	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté plusieurs non conformités d'ordre documentaire (mise à jour de plans) ou techniques (implantation d'une borne de nivellement identifiée, prévention de la pollution des sols, maîtrise des émissions de poussières, surveillance de la qualité des effluents liquides) qui n'engagent pas la sécurité et peuvent être facilement et rapidement corrigées.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 1.3.3
Thème(s) : Situation administrative - Niveau NGF / Station de transit de matériaux
Prescription contrôlée : Les caractéristiques du gisement sont les suivantes: une cote minimale d'extraction située à 28 m NGF une épaisseur d'extraction maximale de 95 m NGF Une station de transit de matériaux extraits et traités est exploitée sur le site. La superficie de l'aire de transit est estimée à 29 000 m ²
Constats : L'inspection a pu consulter un plan daté du 14 décembre 2023, la côte NGF minimale reportée sur ce plan se situe à 30m NGF, l'épaisseur d'extraction est également respectée. Toutefois ce plan n'indique pas la bande des 10 mètres et le périmètre ICPE. La station de transit des matériaux fait environ 150 m sur 200 m soit environ 30 000 m ² .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met à jour le plan en y faisant figurer le périmètre ICPE et la bande des 10 mètres.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites .
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois

N° 2 : Règles de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2019, article 2.1.1.7
Thème(s) : Risques chroniques - Véhicules
Prescription contrôlée : Un système vidéo est mis en place pour permettre au personnel en poste à la bascule de visualiser, à son poste de travail, la mise en œuvre de ces mesures de prévention. Le ticket de pesée n'est délivré qu'après contrôle vidéo par l'opérateur de la mise en place de la bâche, de l'arrosage suffisant du chargement. L'exploitant transmet à l'inspection des installations avec le rapport annuel, le suivi du Plan d'Action de suivi des nuisances liées au transport. Ce plan d'action inclut une partie liée aux relations suivies avec les communes voisines en vue de diminuer les nuisances (notamment les nuisances liées au ralentisseur du hameau de Four situé trop près des habitations par exemple).
Constats : L'inspection a constaté la présence de la caméra, l'asperseur est fonctionnel, l'aire de bâchage est présente à droite en sortie du pont bascule. Concernant le plan d'action de suivi des nuisances liées au transport avec la commune de Villeneuve les Avignon, Madame le Maire y a mis fin en 2022 en interdisant la traversée de la commune par les poids lourds. Les poids lourds passent maintenant par le pont du barrage et l'île de la Barthelasse pour la desserte du Vaucluse.
Respect de la prescription : Prescription inadaptée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Repère de nivellement et de bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2019, article 2.1.2.3
Thème(s) : Situation administrative - Bornes
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation• des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'inspection a constaté la présence de clôtures dans les parties nord et ouest de l'installation. La borne de nivellement vue au nord est de l'installation n'est pas identifiée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fait implanter une borne de nivellement identifiée lors du prochain passage du géomètre.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 Mois


N° 4 : Mesures de réhabilitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2019, article 9.2.3
Thème(s) : Situation administrative - Réhabilitation
Prescription contrôlée : Les cinq fronts inférieurs au sud de la carrière sont remblayés sous forme de talus avec banquettes, puis ensemencés. Les banquettes sont construites avec une contre-pente vers l'intérieur permettant de diriger les eaux de ruissellement au pied des talus intermédiaires et ainsi d'éviter l'érosion du remblai. [.....] Le plan et coupes de réaménagement du site est présenté en annexes XVII et XVIII.
Constats : L'inspection a constaté que les 3 gradins les plus hauts du front sud sont réaménagés: talutage et végétalisation. Le 4eme gradin en partant du haut est en cours de talutage.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 1.6.3
Thème(s) : Risques accidentels - Véhicule
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un camion citerne immatriculé CE-141-LL qui n'est plus utilisé à côté du poste de pilotage des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fait réparer et remet en service ce véhicule ou fait évacuer ce véhicule via une filière adaptée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois


N° 6 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative - Puissance de l'installation
Prescription contrôlée : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515- 2. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 KW. Puissance installée de 1 500 kW, dont : <ul style="list-style-type: none">• Installation fixe : 1 100 KW• Installations mobiles : 400 KW
Constats : L'inspection a pu constater sur le compteur électrique de l'installation fixe une puissance consommée de 341 KW.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels - Huiles / graisses
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.
Constats : L'inspection a constaté la présence de bidons d'huile et de graisse dans le local de stockage situé à côté des bureaux et dans le local à côté du poste de pilotage de l'installation. Ces bidons sont stockés à même le sol.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place des bacs de rétention adaptés.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois

N° 8 : Fuite accidentelle de liquides sur engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2029, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels - Fuites
Prescription contrôlée : Une procédure d'intervention devra être établie pour remédier à une fuite accidentelle de liquide sur un engin, avec utilisation de produits absorbants disponibles dans les engins permettant, en cas de fuite accidentelle, de récupérer les hydrocarbures.
Constats : L'inspection a contrôlé deux engins sur le carreau du poste de commande, un des engins qui est en location ne disposait pas d'un kit de produits absorbants.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veille à ce que tous les engins de l'installation soient équipés de kits de produits absorbants.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 3.1.4

Thème(s) : Risques chroniques - Poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre différentes mesures afin de limiter les émissions à la source et l'envol des poussières : la limitation de la vitesse de circulation sur l'ensemble de la carrière et des pistes, voie d'accès goudronnée depuis la D980 jusqu'à l'entrée du site, l'arrosage par temps sec et venté de la voie d'accès principale par asperseurs fixes, depuis l'entrée du site jusqu'à la bascule de la carrière, l'arrosage par temps sec et venté de la zone de commercialisation et des pistes empruntées par les engins par camion-citerne, un système d'aspiration, manchons dépoussiéreurs sur la foreuse et la maîtrise des techniques de tirs, un système d'abattage des poussières par pulvérisation et atomisation d'eau au niveau de l'installation de traitement (pulvérisateur sur les broyeurs et en sortie des concasseurs), un confinement de l'installation de traitement et de la plateforme de commercialisation en fond de fouille à la cote 28 m NGF, pour les camions de la société SCV, un remplissage adéquat et un bâchage pour les granulométries fines, pour les camions d'entreprises extérieures, un remplissage adéquat, un bâchage des camions et un passage sous le portique d'aspersion après le passage de la bascule pour ceux transportant des granulométries fines et non pourvus de bâches, afin d'éviter l'envol des poussières sur la route.

Constats :

L'inspection a constaté un dépassement du seuil sur la jauge n°4 située à la sortie de la carrière sur la D980: sur le 1er semestre 2024 la mesure atteint 578.84 mg/m²/jour contre 166.03 mg/m²/jour pour le 1er semestre 2023.

L'exploitant déclare que ces résultats découlent de la panne d'un engin utilisé pour l'aspersion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille au bâchage et à l'aspersion systématique de tous les véhicules.

L'exploitant met en place des mesures afin d'avoir en permanence des moyens d'aspersion fonctionnels sur l'installation.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 Jours

N° 10 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 2.1.2.2
Thème(s) : Situation administrative - Panneaux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : L'inspection a constaté la présence du panneau à l'entrée de la carrière.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 11 : Gestion des eaux ruissellement / Valeurs limites d'émission des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.5 & 4.1.6

Thème(s) : Risques accidentels - MEST

Prescription contrôlée :

Les aménagements de gestion des eaux de ruissellement qui existent déjà à l'état actuel (bassins de décantation et d'infiltration au niveau de l'entrée du site, surcreusement dans la partie ouest de la plateforme des installations et différents points bas (surcreusements) en pied de front sur les zones en cours d'extraction sont maintenus ; les aménagements de l'entrée et de la plateforme des installations présentant un dimensionnement adapté pour des pluies allant jusqu'à des intensités décennales sont conservés en l'état dans le cadre de la poursuite de l'exploitation. La création de points bas en pied de front est poursuivie au niveau de la zone d'extraction, avec des dimensions suffisantes pour gérer l'ensemble des eaux de ruissellement pour des pluies d'intensité décennales. En particulier, une zone de surcreusement de 15 000 m³ de capacité est créée en pied de remblai sud afin de gérer la majorité des eaux de la partie sud de la zone d'extraction. Les eaux de la partie nord sont entièrement confinées dans l'excavation nord jusqu'en phase 5 du fait de la conservation de l'éperon rocheux médian. Les eaux recueillies au niveau du chemin d'accès sont dirigées vers deux bassins de décantation situés à l'entrée du site, qui présentent également une couche de fines en fond. Ces deux bassins ont une capacité unitaire de 150 m³, ce qui représente une capacité de rétention totale de 300 m³. Les eaux recueillies par ces bassins décantent et s'infiltrent naturellement. En fin d'autorisation, le carreau final est modelé avec des pentes douces dirigeant les eaux de ruissellement vers une zone de surcreusement dans la partie sud-ouest du site, qui présentera des dimensions permettant de stocker environ 25 000 m³ d'eau (stockage des pluies d'intensité décennale). Il n'y a aucun rejet d'eau superficielle à l'extérieur du site dans le cas d'un événement pluvieux de retour décennal. Concernant des pluies d'intensités supérieures, les débits engendrés pour chaque bassin versant ont été estimés pour la pluie centennale. Une partie des eaux de ruissellement engendrées par ces pluies peut être confinée sur le site. Cependant, le surplus est dirigé vers la combe à l'entrée du site et rejoindra le bassin versant du Rhône.


Si ces rejets peuvent survenir dans des situations exceptionnelles, il font l'objet en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes :- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,- la température est inférieure à 30°C,- les Matières En Suspension Totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872),- la Demande Chimique en Oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T90 101). Dans le cas de teneurs basse, inférieure à 30 mg/l, la norme EN 15705 est utilisable,- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2 - norme NF EN ISO 11423-1, dès sa parution la norme X PT 90124 devra être utilisée à la place de la norme NF EN ISO 11423-1. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg/ Pt/l (norme NF EN ISO 7887).

Constats :

L'inspection a constaté que le rapport d'analyse de l'eau dans le bassin d'eau claire Pronetec du 11/12/2023 mentionne une concentration de matière en suspension de 127 mg/l pour une valeur limite autorisée de 35 mg/l.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fait curer le bassin de décantation en amont du bassin d'eau claire et réalise de nouvelles analyses.

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

N° 12 : MESURES DE PREVENTION DES POLLUTIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels - Aire étanche / déshuileur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions suivantes sont prises pour prévenir l'occurrence de pollutions : clôture du site pour éviter tout acte de malveillance, points bas et bassins de décantation et d'infiltration avec fines en fond jouant le rôle de filtre, traitement eaux sanitaires par système conforme, ravitaillement en carburant engins et entretien courant sur aire étanche, équipée d'un séparateur à hydrocarbures, procédure pour ravitaillement pelle et unités mobiles sur la zone d'extraction par camion-citerne, stockage carburant cuve à double paroi sur rétention étanche, huiles, produits d'entretien, stockés sur rétention dans atelier, déchets souillés stockés sur rétention dans abri bardé, vérification et entretien régulier du matériel et des engins, en cas de découverte fissure non colmatée : balisage et colmatage, en cas d'accident : moyens d'interventions (feuilles absorbantes, kits anti-pollution), contact gestionnaire captage aval le plus proche (par principe de précaution), personnel formé, suivi qualité des eaux (dans bassins de décantation). Le suivi annuel de la qualité de l'eau stockée dans les bassins de décantation à l'entrée du site est poursuivi (pH, température, matières en suspension totales, DCO, hydrocarbures totaux). Il s'agit de bassins d'infiltration, sans rejet vers le milieu naturel extérieur. Les valeurs seront comparées aux limites réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières. Ces valeurs sont, pour les mesures en continu précisées à l'article 4.1.6. Pour les mesures ponctuelles, elles doivent respecter le double de ces valeurs. Compte tenu de la nature karstique et donc particulièrement vulnérable de l'aquifère présent sur le site et de sa liaison hydraulique avec l'aquifère alluvial du Rhône, les précautions nécessaires sont prises pour qu'aucune substance susceptible d'altérer la qualité des eaux souterraines ne puisse rejoindre le milieu naturel. L'exploitation sera tenue hors d'eau. Les risques de recoupement de la nappe avec le fond de la carrière est prévenu en maintenant celui-ci à 28 mNGF (cote de fond) puisque le suivi piézométrique sur le site donne un niveau des plus hautes eaux à 22 m NGF.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant l'aire étanche et sa zone d'épandage dans le talus en contrebas, l'inspection a constaté l'absence d'analyse d'eau à la sortie du séparateur à hydrocarbure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait réaliser une analyse d'eau à la sortie du séparateur à hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant veille à ce que cette analyse ne soit pas réalisée juste après la maintenance du séparateur à hydrocarbures.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

